

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 24/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2023

### Contexte et constats

Publié sur



**BRASSERIE LICORNE**  
60 RUE DE DETTWILLER  
BP19  
67701 SAVERNE

Références : 0006700516/20230515  
Code AIOT : 0006700516

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement BRASSERIE LICORNE implanté 60 RUE DE DETTWILLER - ZI - 67700 SAVERNE. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.  
Elle revient sur les suites administratives de la dernière inspection et permet de visualiser les modifications déclarées dans un porter à connaissance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRASSERIE LICORNE
- 60, RUE DE DETTWILLER - ZI - 67700 SAVERNE
- Code AIOT : 0006700516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Brasserie Licorne est autorisée par arrêté préfectoral du 28/09/2010 à exploiter à Saverne des installations de fabrication et de conditionnement de bières et de boissons gazeuses.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- produits chimiques et notamment gestion des incompatibilités
- conformité IED : rejets des eaux industrielles et rejets atmosphériques
- mise en demeure du 14/11/2022 portant sur l'installation d'une rétention au niveau du quai de chargement/déchargement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | État des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle                                         | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Mise en œuvre des préconisations des FDS                  | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5             | /                                                                                                          | Contradictoire Mise en demeure, produits chimiques                                                              | 15j de contradictoire |
| 3  | Gestion des incompatibilités                              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 7 | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 2 mois                |
| 4  | Dimensionnement des rétentions                            | Arrêté Préfectoral du 28/09/2010, article 7.5.3            | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 2 mois                |
| 5  | Etiquetage des substances et des préparations dangereuses | Arrêté Préfectoral du 28/09/2010, article 7.5.2            | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 2 mois                |
| 7  | Autosurveillance                                          | Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 21-II            | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 31/12/2023            |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 6  | rejets atmosphériques                                 | Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - titre III 16.4 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 8  | rétention sur les aires de chargement et déchargement | AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 1                    | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la gestion des produits chimiques dans les industries agroalimentaires et notamment la présence d'un état des stocks, les incompatibilités, la mise à disposition de rétentions adaptées. Des non-conformités ont été mises en évidence, une organisation est en place et est améliorable pour être conforme réglementairement. Une phase contradictoire sur une mise en demeure "produits chimiques" est engagée, concernant l'entreposage de produits chimiques incompatibles. Les autres points sont, à ce stade, étant donné les risques potentiels peu important, uniquement relevés dans le cadre d'une lettre préfectorale. Un retour de l'exploitant est attendu dans un délai de 2 mois.

L'inspection a permis de faire le point également sur les conditions de rejet des eaux industrielles et des rejets atmosphériques. Le suivi des rejets atmosphériques est maintenant réalisé et conforme. Concernant les rejets des eaux industrielles, des dépassements en flux et concentrations ont été observés sur la période mai 2022 à mars 2023. Ces effluents sont ensuite dirigés vers la station de Saverne-Monswiller. L'exploitant a prévu de mettre en place des améliorations process d'ici la fin de l'année 2023 lors de son arrêt annuel. Un retour à la conformité est attendu à la suite de ces investissements.

Suite à l'accident de 2022 ayant mené à déverser de la dextrose dans un cours d'eau, l'exploitant a été mis en demeure le 14/11/2022 d'aménager une rétention sur la zone de chargement/déchargement de camion. Les travaux ont été menés et le dimensionnement justifié. La mise en demeure est donc levée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son état des stocks qu'il réalise mensuellement. Cet état des stocks est uniquement réalisé sur les substances relevant d'une rubrique ICPE. Il convient que l'exploitant réalise un état des stocks plus global, notamment concernant les substances et produits classés dangereux au titre du règlement CLP. L'exploitant n'est pas conforme sur ce point.</p> <p>L'exploitant indique que son état des stocks est réalisé manuellement mais que son logiciel de gestion des commandes permettrait à un instant donné de connaître l'état des stocks sur site. Il n'a néanmoins pas réalisé cette extraction en séance. Il indique qu'une migration est prévue sur un nouveau logiciel de gestion prochainement, celui-ci pourrait permettre une extraction plus aisée des données.</p> <p>L'inspection a vérifié, par échantillonnage, la mise à disposition des fiches de données de sécurité des produits chimiques. Celles-ci sont consignées sur le réseau informatique, dans des classeurs sur le site de production et en version simplifiée dans des parapheurs au plus près du point d'utilisation. Il convient de positionner les parapheurs à un endroit accessible (un bidon de 200L sur rétention bloquait l'accès aux données). Certaines de ces fiches simplifiées ne contiennent pas les informations concernant les incompatibilités.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

### N° 2 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui a(ont) été transmise(s) ;</p>                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b> Un GRV (grand récipient pour vrac) en PEHD contenant de l'acide phosphorique 75 % est positionné devant la cave de fermentation. Le robinet du GRV est prolongé par un tube en acier courbé vers le sol et une vanne pour passer à travers le bardage métallique matérialisant la cave de fermentation. La rétention plastique couvre uniquement le GRV.</p> <p>L'étiquetage du produit indique que l'acide phosphorique peut être corrosif avec les métaux. La</p> |

fiche de données de sécurité indique « condition de stockage : Pas de récipients en métal ou métaux légers ». L'installation mise en place par l'exploitant n'est donc pas adaptée, la robinetterie faisant partie intégrante de la composition du récipient. Il convient que l'exploitant justifie ses choix.



Robinetterie le jour de l'inspection



Robinetterie modifiée par l'exploitant le 26/05/2023

Le présent constat vaut engagement de la phase du contradictoire dans le cadre des dispositions prévues à l'article L.521-17 du code de l'environnement. Les observations de l'exploitant sont attendues dans un délai de 15 jours, une mise en demeure pourra être proposée à l'issue de cette phase de contradictoire.

Il n'a pas été constaté d'écart sur les autres FDS analysées (lessive de soude 5 %, septacid BN, sopuroxid, purexol 2, descale).

**Observations :** Le stockage de produit chimique centralisé est composé de racks disposant d'une rétention sur chaque linéaire sur deux étages. Un GRV contenant de la soude (une base) est disposé au premier étage sur un rack, son robinet est situé en dehors de la zone de rétention. Au dessous de celui-ci se trouve un GRV d'acide de type Varibox, possédant sa propre rétention intégrée mais dont les orifices sont ouverts. Il se pose la question d'une réaction (acide base) générée par la fuite de robinet du GRV de base. Par ailleurs, à côté de ce GRV d'acide se trouve deux autres GRV Varibox d'acide et de soude. Au dessous de ceux-ci, au deuxième étage du rack se trouve deux GRV de produits non dangereux. Il se pose la question d'une réaction lors d'un éclatement des GRV d'acide et de soude en cas de chute d'un GRV positionné au dessus. Par mail du 26/05/2023, l'exploitant a modifié son stockage et déplacé le GRV de soude à un autre endroit (cf photos ci-dessous).



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, produits chimiques

**Proposition de délais :** 15 j de contradictoire

### N° 3 : Gestion des incompatibilités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II - alinéa 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :** Dans la cave de fermentation, deux bidons d'acide de 20l sont associés à la même rétention que deux bidons de base de 20 l. L'inspection questionne l'exploitant qui indique que ces bidons ne devraient pas être associés à la même rétention, il déplace les deux bidons de base. Le retour à la conformité a donc été constaté.

Les stockages intermédiaires de solution de nettoyage en place ne sont pas sur rétention ou sont associés à une même rétention. La soude est concentré à 3%, l'acide concentré à 1,5%. Bien que les solutions soient peu concentrées, il convient que l'exploitant se positionne par rapport à la problématique de l'incompatibilité de ces produits en fournissant une analyse de risques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 4 : Dimensionnement des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/09/2010, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir «ou récipient associé» ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés «ou récipients associés».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la

capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des «récipients» ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des «récipients» ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :** On distingue deux cas : le cas des stockages fixes (1), le cas du stockage de récipients de capacité unitaire (2.1 à 2.3).

**Cas 1 :** En zone de production, il existe des stockages fixes intermédiaires prévus pour la fonction de nettoyage en place (CIP pour Cleaning in Place), ces stockages ne sont pas munis de rétention unitaire. L'exploitant n'est pas conforme sur ce point.

**Cas 2.1 :** En zone de stockage appelé limonaderie. Les produits chimiques (arômes essentiellement) sont disposés sur des racks à deux étages, l'étage inférieur disposant d'une rétention inox intégré de 415l. Sur ce rack étaient disposés : 12 bidons de 11l, 6 bidons de 20l et 1 bidon de 50l au niveau inférieur et 10 bidons de 20l au niveau supérieur, soit 502l de produits stockés. Les produits ne sont pas inflammables, la règle est donc de 20 % soit une capacité minimum de 100l. Néanmoins, la capacité de rétention est inférieure à la capacité minimum (soit 502 l) indiquée dans la prescription qui prévaut sur la règle des 20 %. L'exploitant n'est pas conforme sur ce point. Cet exercice n'a pas été porté au niveau du stockage produit chimique centralisé, il semble que la problématique soit identique.

Par mail du 26/05/2023, l'exploitant a modifié son stockage pour répondre à la règle du 50% comme annoncé oralement lors de l'inspection. La capacité de rétention a été augmentée, mais ne correspond pas à la prescription .

**Cas 2.2 :** 14 bidons de 20l sont positionnés sur une rétention (capacité non connue), la surface de la rétention est trop petite par rapport à la surface des bidons collés les uns aux autres (ils dépassent de quelques centimètres sur le pourtour). Par mail du 26/05/2023, l'exploitant a transmis des photos de son stockage modifié, il a installé des rétentions plus grandes. L'exploitant est maintenant conforme sur ce point.

**Cas 2.3 :** 3 palettes de produits classés au titre de CLP en transit (2 palettes de produits périmés au niveau de la limonaderie, une palette située devant la cave de fermentation) n'étaient pas stockées sur rétention. L'exploitant n'est pas conforme sur ce point.

L'exploitant indique que les rigoles de récupération sont reliées à la station de pré-traitement (méthanisation). En conséquence l'ensemble du site est sur rétention.

Il convient que l'exploitant revoie la gestion de ses capacités de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Etiquetage des substances et des préparations dangereuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/09/2010, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles - rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :** Les stockages fixes intermédiaires prévus pour la fonction de nettoyage en place (CIP pour Cleaning in Place), sont uniquement munis du nom du produit contenu dans le stockage, les mentions de danger et la concentration du produit ne sont pas indiquées. L'exploitant est non conforme sur ce point.

|                                                      |
|------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites               |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois                       |

#### N° 6 : rejets atmosphériques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - titre III 16.4                                                                                                                                                                                                                                         |
| Thème(s) : Risques chroniques, surveillance                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Prescription contrôlée :<br>Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air<br>Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :<br>Poussière / Manutention et transformation du malt et des grains crus / VLE : 10 mg/Nm <sup>3</sup> / Une fois par an |
| Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 01/09/2022, la concentration est de 1,94 mg/m <sup>3</sup> de poussière, le flux est de 18,6 g/h. L'exploitant est conforme sur ce point.                                                                                                                              |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Proposition de suites : Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 7 : Autosurveillance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 21-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Prescription contrôlée :<br>Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.<br>[...]<br>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.<br>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Constats : L'inspection a analysé les résultats d'autosurveillance reportés par l'exploitant sur l'outil GIDAF.<br><br>Il en ressort que les rejets dépassent la température fixée par l'arrêté préfectoral (30°). En moyenne les rejets se situent aux alentours de 31/32°. L'exploitant indique que les rejets sont dirigés ensuite vers la station de Saverne-Monswiller qui se trouve à plus d'un kilomètre de la sortie d'usine. L'arrêté ministériel du 02/02/1998, introduit à son article 31 que « La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. [...] Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. ». L'exploitant a présenté la dernière convention signée avec la SDEA, la consigne de température ne figure plus à la convention. La température des effluents en amont du pré-traitement est à 37°. L'exploitant est conforme sur ce point.<br><br>Concernant les autres paramètres, des dépassements en flux et en concentration ont été constatés soit supérieur à 10 % de la série, soit supérieur au double de la Valeur Limite d'Emission (fixée par l'AP d'autorisation du 28/09/2010 et par l'APC du 14/11/2022 qui annule et remplace les VLE de l'AP d'autorisation - les VLE des paramètres MES, DBO5, DCO, Azote et Phosphore restent inchangés, l'APC prescrit la surveillance de paramètres supplémentaires) :<br><b>- concentration :</b> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- <u>dépassements de plus de 10 % de la série :</u><br/> Matières en suspension (MES) pour le mois de juin 2022 - 27 % de mesures dépassant la VLE .</p> <p>- <u>dépassements de plus du double de la VLE :</u><br/> Demande chimique en oxygène (DCO) le 29/10/2022 (5881 mg/l pour une VLE maximale de 2 000 mg/l).</p> <p>- <u>flux :</u><br/> - <u>dépassements de plus de 10 % de la série :</u><br/> Demande chimique en oxygène (DCO) de mai à septembre 2022 (respectivement 16 %, 40 %, 29 %, 26 % et 26 % de dépassement) puis mars 2023 (13 % de dépassement) ;<br/> Matières en suspension (MES) de mai à septembre 2022 (respectivement 13 %, 46 %, 35 %, 42 % et 36 % de dépassement) puis mars 2023 (26% de dépassement) .</p> <p>- <u>dépassements de plus du double de la VLE :</u><br/> Matières en suspension (MES) le 09/06/2022 (912 kg/j) et le 15 juin (921 kg/j), pour une VLE maximale de 360 kg/j ;<br/> Demande chimique en oxygène (DCO) le 09/06/2022 (2501 kg/j) et le 15 juin (2129 kg/j), pour une VLE maximale de 500 kg/j.</p> <p>L'exploitant est non conforme. L'exploitant indique que les doubles dépassements interviennent lors de la vidange du bassin de méthanisation où le fond de cuve, très concentré, part directement à la station d'épuration de Saverne. Il convient de trouver un système opératoire pour remédier à ce double-dépassement. Néanmoins, pour améliorer la qualité de ses rejets et remédier à la situation, l'exploitant indique avoir deux projets en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'installation de cuve tampons en amont du pré-traitement (méthanisation), d'une capacité doublée par rapport à la situation actuelle, ce qui permettra de lisser les entrées, cette installation est prévue fin décembre lors de l'arrêt annuel, l'exploitant indique avoir passé commande ;</li> <li>- la mise en service d'une nouvelle ligne de lavage de fûts pour éviter de travailler les week-ends et ainsi réguler le taux de remplissage des cuves en entrée du pré-traitement.</li> </ul> <p>L'exploitant indique également prévoir la mise en place d'un dry adiabatique pour réduire les prélèvements d'eau pour le fonctionnement de la station de pré-traitement. L'exploitant a transmis les documents de travail de son fournisseur par mail le 26/05/2023.</p> <p>Il est proposé de surseoir à la mise en demeure étant donné les engagements de l'exploitant . Un nouveau point de situation sera réalisé lors du prochain contrôle en 2024 à l'issue de la mise en place des travaux prévus.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 31/12/2023                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 8 : rétention sur les aires de chargement et déchargement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 1                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société Brasserie Licorne est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois la disposition suivante : "les aires de chargement et déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art". |
| <b>Constats :</b> Des murets ont été mis en place pour former une rétention, l'exploitant a justifié le dimensionnement de celle-ci (30 m <sup>3</sup> pour un besoin de 18 m <sup>3</sup> ) . L'exploitant est maintenant conforme à la prescription. La mise en demeure du 14/11/2022 est levée.    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                             |

\*\*\*

